

Entre autonomie et engagement public. L'exemple de Pierre Bourdieu et Raisons d'agir

Frédéric Lebaron

Résumé

Comment concilier l'autonomie de la recherche et la volonté d'intervenir dans le débat public pour rectifier des idées fausses, diffuser des résultats ou des interprétations critiques sur les questions « d'actualité » ? Les chercheurs en sciences sociales, souvent suspects de fonder leurs analyses sur des postulats idéologiques, peuvent-ils conjuguer exigences de rigueur scientifiques et spécialisation et prises de position publiques (dans l'esprit de l'intellectuel spécifique cher à Michel Foucault) ? A quelles conditions de telles prises de position sont-elles possibles, légitimes, efficaces ?

Autant de questions qui se sont posées dès les origines du collectif Raisons d'agir réuni autour de Pierre Bourdieu en décembre 1995, et devenu association en 1998. En se fondant sur une brève histoire des débats qui ont traversé ce collectif depuis ses origines, nous reviendrons sur les principaux enjeux, difficultés voire contradictions rencontrés par les chercheurs en sciences sociales lorsqu'ils souhaitent s'engager activement dans le débat public. Ils concernent aussi bien les formes d'intervention, les limites des savoirs scientifiques, que les contraintes posés par l'existence d'un champ politico-médiatique doté de ses propres règles ?

Mots-clés : autonomie / engagement / intellectuel spécifique / intervention / champ politico-médiatique

Comment concilier l'autonomie de la recherche et la volonté d'intervenir dans le débat public pour rectifier des idées fausses, diffuser des résultats ou des interprétations critiques sur les questions « d'actualité » ? Les chercheurs en sciences sociales, souvent suspects de fonder leurs analyses sur des postulats idéologiques, peuvent-ils conjuguer exigences de rigueur scientifiques, spécialisation et prises de position publiques (dans l'esprit de l' « intellectuel spécifique » cher à Michel Foucault) ? A quelles conditions de telles prises de position sont-elles possibles, légitimes, efficaces ? Autant de questions qui se sont posées dès les origines du collectif Raisons d'agir, réseau européen réuni autour de Pierre Bourdieu en décembre 1995, et devenu association en 1998. En se fondant sur une brève histoire des débats qui ont traversé ce collectif depuis ses origines, sur une rapide analyse du lexique propre à cette initiative, nous reviendrons sur les principaux enjeux, difficultés voire contradictions rencontrés par les chercheurs en sciences sociales lorsqu'ils souhaitent s'engager activement dans le débat public. Ils concernent aussi bien les formes d'intervention, les limites des savoirs scientifiques, que les contraintes posés par l'existence d'un champ politico-médiatique doté de ses propres règles ?

S'il est une notion qui caractérise bien la sociologie de Pierre Bourdieu, et des chercheurs regroupés autour de lui, c'est celle d' « engagement »¹. Pourtant, dès l'origine, cette notion est intrinsèquement problématique : dans la mesure où Pierre Bourdieu assigne à la sociologie un impératif d'autonomie scientifique, toute forme d' « implication » pratique hors de la production / diffusion de connaissances (par exemple dans le champ politique) peut apparaître comme une menace et un danger. Le savoir autonome s'accommode difficilement du « compagnonnage de route », fût-il « critique », ou des diverses formes d'expertise politique ou sociale auxquels les pouvoirs (économiques et politiques), mais aussi les partis et les militants, voudraient souvent réduire la contribution de la sociologie.

Dès lors, les deux pôles de l'engagement du chercheur en sciences sociales sont assez nettement balisés : d'un côté, chez la majorité des chercheurs, le retrait dans la sphère de la production et de la diffusion pédagogique des savoirs, de l'autre, pour une petite minorité, l'engagement direct dans l'action politique ou le « mouvement social » au risque de perdre tout lien avec la pratique scientifique et les avancées de la recherche. Entre les deux se déploie un espace de possibles combinant *savoirs* et *actions* ; les activités scientifiques, intellectuelles

1 Voir Gérard Mauger, « L'engagement sociologique », *Critique*, n° 589-590, 1995.

et militantes de Pierre Bourdieu lui-même offrent non seulement de cet espace un échantillon assez vaste (qui va de la signature de pétitions à la rédaction de textes engagés en passant par l'animation de collectifs « scientifico-politiques », la diffusion de travaux scientifiques méconnus et en rupture avec la *doxa*), mais elles fournissent aussi de nombreux éléments de réflexion pour tout chercheur en sciences sociales qui s'accommoderait mal de l'enfermement à vie dans sa « tour d'ivoire », selon la catégorie fréquemment mobilisée par les défenseurs des positions « interventionnistes »... En m'appuyant ici sur un travail mené avec Gérard Mauger il y a quelques années, lors de la relance du collectif Raisons d'agir après le décès de son fondateur², je reviendrai brièvement sur quelques unes des *tensions* suscitées et révélées par l'intervention du sociologue dans l'espace public, en les reliant à quelques enjeux lexicaux apparus alors.

L'engagement de Pierre Bourdieu à travers le collectif Raisons d'agir peut être décrit comme une tentative visant à donner corps à un projet d' « intellectuel collectif » qu'il avait conçu et pour ainsi dire formalisé dans divers textes consacrés au champ intellectuel, notamment dans *Les règles de l'art*. Mais il faut aussi situer le projet et les réalisations de *Raisons d'agir* dans l'histoire concrète des réseaux scientifiques, intellectuels et politiques et des entreprises collectives auxquels Bourdieu fut associé, pratiquement depuis ses débuts en tant que sociologue, à la fin des années 1950, et jusqu'à la fin de sa vie.

A la fin des années 1980, une entreprise éditoriale internationale, la revue *Liber. Revue européenne des livres*, permet à Pierre Bourdieu de constituer un réseau de correspondants intellectuels dans différents pays européens. L'activité de *Liber* est centrée sur la diffusion d'ouvrages de littérature et de sciences sociales entre différents pays, qui fonctionnent le plus souvent comme des univers cloisonnés : l'*internationalisation* de la production culturelle est donc le point de départ de l'entreprise politique. Cette revue est diffusée avec les *Actes de la recherche en sciences sociales*, la revue scientifique dirigée par Bourdieu depuis 1975, mais aussi *via* l'adhésion à une association, le club *Liber*.

A partir de la publication et du succès de *La misère du monde* (1993), la visibilité publique de Pierre Bourdieu et des chercheurs regroupés à l'occasion de cette enquête s'accroît très rapidement. Parmi les liens multiples qui vont se développer durant cette période, en dehors des réseaux de chercheurs proprement dits -qui vont également s'étendre

2 Frédéric Lebaron, Gérard Mauger, « Eléments pour une histoire », Les cahiers de l'association Raisons d'agir, 1, juin 2003, p.3-6.

dans différents pays³, Bourdieu est en contact avec une entreprise plus clairement politique visant à fédérer intellectuels critiques, syndicalistes de la « gauche syndicale » (gauche CFDT, SUD-Solidaire, fractions critiques de la CGT...), militants associatifs et politiques, dont l'un des animateurs est alors Jacques Kergoat, principalement à travers la revue *Politique-La Revue* (relancée après une période d'existence sous le nom de *Politis-La Revue*)⁴. On y trouve des militants syndicaux et d'associations de lutte, des chercheurs militants. Ces groupes seront présents lors des initiatives tournés vers les « mouvements sociaux », et bien sûr en premier lieu en novembre-décembre 1995. La dimension « militante », selon la catégorie utilisée, est fondamentale dans cet univers : il s'agit de construire une force politico-intellectuelle susceptible d'intervenir efficacement dans le débat public.

Les luttes intellectuelles de novembre-décembre 1995 vont accélérer le projet de constitution d'un intellectuel collectif. Le 23 décembre 1995, après un mois de prises de position diverses dans le champ intellectuel, a lieu au Collège de France la première réunion d'un collectif dont le nom n'apparaîtra qu'en février 1996 : « Raisons d'agir ». Si l'« agir » marque clairement la volonté de ne pas se contenter d'une observation de l'extérieur, les « raisons » rappellent que les sociologues mobilisent des savoirs à prétention rationnelle et se font les défenseurs de la rationalité dans l'espace public. Parmi les projets explicitement formulés dès la première réunion figure « la rédaction de 'petits livres' (128 pages) destinés à un public large (grande lisibilité, petit volume, petit prix) » et l'« ouverture d'une collection portant le label de l'organisation ».

Les contacts de Pierre Bourdieu avec divers éditeurs intéressés (Albin Michel, Syllepse, etc.) aboutissent finalement dans le courant de l'année 1996 à la création d'une petite maison d'édition associative, qui s'appelle dans un premier temps *Liber*. La collection de petits livres s'intitule « Raisons d'agir ». Les éditions du Seuil en assurent la diffusion.

Le projet éditorial s'impose très vite comme le moteur du collectif, mais des publications de petits articles de presse sont également envisagées, puis réalisées, dans *Le Monde* et *Libération*. Des contacts avec *Le Monde diplomatique* vont également se concrétiser par la publication de plusieurs articles et un projet de dossier spécial en mai 1999, qui ne sera finalement pas réalisé, révélant aussi les limites d'une implication plus concrète dans la publication de textes tournés vers un public plus large.

3 *La Misère du monde* sera non seulement traduite mais mise en scène et reproduite dans d'autres contextes.

4 Voir J. Duval et al., *Le « décembre » des intellectuels français*, Paris, Raisons d'agir, 1998.

Les diverses formes d'intervention qui se cristallisent durant cette période définissent un espace intellectuel qui, à la différence de ce que l'on observe avec Jean-Paul Sartre au sortir de la deuxième guerre mondiale, ne se structure pas autour d'une revue intellectuelle⁵ : ni les *Actes de la recherche en sciences sociales* ni *Liber* ne remplissant exactement cette fonction d'engagement dans la « Cité », même s'ils sont des pièces importantes de l'entreprise collective autour de Bourdieu.

Après deux ans d'existence informelle, le collectif Raisons d'agir décide de prendre la forme associative en mars 1998. En mai 1998, l'article « Pour une gauche de gauche » est publié dans *Le Monde*. Il suscite de nombreuses réactions dans la presse et dans le champ politique et une avalanche de courrier adressé à Pierre Bourdieu et à Raisons d'agir. L'expression connaîtra plus tard un certain succès dans la mouvance des collectifs unitaires postérieurs au référendum de 2005, lorsqu'elle sera reprise par des acteurs politiques comme Claude Debons ou Clémentine Autain, ou l'hebdomadaire *Politis*. C'est à partir de cette période (1998), et sans doute plus précisément des *Rencontres européennes contre la précarité* de Grenoble, fin 1997, que les contacts se font plus réguliers avec des chercheurs européens, en relation avec des financements de projets de recherche par la Commission. Ces contacts sont à la fois, selon les catégories alors mobilisées en permanence, « scientifiques » (avec ces projets de recherche en commun) et « politiques », avec l'idée chère à Pierre Bourdieu durant toute cette grande période de grands colloques internationaux qui auraient pour effet de contribuer à rendre visible le groupe, au niveau européen notamment, et simultanément de matérialiser le lien avec le « mouvement social européen ».

Les réussites et les difficultés inhérentes à ce projet illustrent, plus largement, tout un ensemble de tensions liées à l'intervention publique des chercheurs en sciences sociales : facilitée par le fort capital symbolique d'une personnalité (Pierre Bourdieu sera décrit comme « l'intellectuel de référence du mouvement social » en France, voire en Europe), elle risque en même temps de perdre tout caractère collectif ; menaçant l'« autonomie » de la recherche et la garantie de « scientificité » liée à la production scientifique pour les pairs, l'intervention rencontre l'obstacle de la recherche de reconnaissance interne comme préalable à tout usage « externe » du capital symbolique accumulé ; inversement, elle peut parfois à juste titre apparaître comme une voie parallèle qui court-circuite les logiques de validation propres au champ scientifique. Si la mobilisation des chômeurs a pu être décrite par Bourdieu comme un « miracle » compte tenu des régularités sociales qui éloignent les chômeurs de l'action

5 Voir A. Boschetti, *Sartre et « Les temps modernes » : une entreprise intellectuelle*, Paris, Minuit, 1985.

collective, connues depuis l'enquête de l'équipe de Paul Lazarsfeld à Marienthal dans les années 1930⁶, l'engagement / implication des chercheurs en sciences sociales n'est peut-être pas loin d'être plus miraculeux encore.

P.Lazarsfeld, ⁶ M.Jahoda, H.Zeisel, *Les chômeurs de Marienthal*, préface de P.Bourdieu, Paris, Minit, 1982.